

# Le grand débat national

## Compte rendu

### Zagreb – Croatie – Mercredi 16 janvier

#### 1. Résumé

Plusieurs fils conducteurs ont marqué ce débat :

- Thème des gilets jaunes
- Thème du rapport à l'administration, et tout particulièrement de l'accès aux droits des citoyens établis à l'étranger
- Thème de la justice fiscale
- Thème de la réforme de la fonction publique
- Thème des difficultés économiques et sociales

#### 2. Déroulement du débat

- Accueil et ouverture de la soirée par le député Frédéric Petit en tant qu'organisateur de l'évènement
- Echanges et discussions à travers plusieurs tours de table
- Synthèse et clôture par le député

#### 3. Contributions des participants

1<sup>er</sup> tour de table centré sur le partage des émotions ressenties

Participante extérieure : admiration exprimée envers le député Frédéric Petit et envers la démocratie française.

Participante 1 : inquiétude face au risque de violence

Participante 2 : « fière d'être française ». Avec les Gilets jaunes, les citoyens français sont actifs, ils ne sont pas passifs, comme le pourraient être d'autres peuples

Participante 3 : surprise face au mouvement des Gilets jaunes, impression de problème entre le fond et la forme. Parce qu'ils n'aiment pas la forme (« le président des riches »), ils rejettent le fond.

Participant 1 : touché par le symbole de l'Hymne à la Joie, jouée le soir de l'élection d'Emmanuel Macron.

Les Gilets jaunes sont une forme de démocratie, qui peut être riche de solutions à venir. L'administration sait faire des normes, mais pour être créative, elle doit aussi se nourrir des émotions des gens.

Participant 2 : Ancien diplomate, rappel le très long chemin parcouru par la Croatie pour rejoindre l'Union européenne. Très satisfait de cette adhésion.

Participant 3 : Emotion à la vue dans les médias des dégâts causés à Paris sur les vitrines, images surréalistes pour des gens (restaurants, etc.) qui n'ont pas le temps et beaucoup de boulot.

Résider en Croatie a des inconvénients : vie très chère à Zagreb (hausse de l'immobilier), cela a aussi des avantages : sécurité (dans les espaces publics).

Participant 4 : Les Gilets jaunes sont un malaise européen, pas seulement français (cf. situation en Italie et en Angleterre avec le Brexit). Même les Croates commencent à montrer de l'exaspération avec l'Euro.

Les Croates sont aussi admiratifs de la capacité des Français à se défendre, à défendre ce en quoi ils croient.

Participant 5 : Volonté de préserver la langue française, sentiment de négligence de l'enseignement devant, notamment, l'épouvantable niveau de langage des Gilets jaunes.

Participant 6 : La crise des Gilets jaunes, de vrais problèmes et de fausses solutions. Sentiment d'être désespéré lorsque certains disent à la télé « on va attaquer l'Élysée » ou lorsqu'ils s'en prennent à des parlementaires.

Participant 7 : incompréhension et inquiétude, lorsque l'on casse l'outil de travail de citoyens (des vitrines, des restaurants...). Pourquoi haïr son voisin ?

Participant 8 : Il y a deux catégories de gens qui cherchent le bonheur, ceux qui le trouvent partout, dans différents pays, qui voyagent, qui ont souvent fait des études, etc., et ceux qui veulent être bien chez soi, qui ne bougent pas.

Participant 9 : Il y a du positif et il y a du négatif : à la fois curieux de ce qui va se passer et sceptique, espère que le débat aidera, mais pense qu'il vient trop tard. « Y aura-t-il des solutions ? Nous manquons de dialogue au quotidien. »

Participant 10 : ne veut pas parler des Gilets jaunes. Très anxieux pour la suite. A deux questions : Quelles modifications des institutions françaises ? (qui sont le reflet d'une certaine époque.) Et quel avenir pour l'Union européenne, notamment pour le couple franco-allemand ?

Témoignage de Français qui ont des difficultés réelles à boucler les fins de mois, évènement de plus en plus fréquent.

## 2ème tour de table centré sur l'échange sur des faits, des chiffres et des informations

Intervention d'un participant : Question de l'égalité devant la loi, notamment des impôts qui sont illisibles et incompréhensibles, qui devraient être réellement progressifs mis à part la TVA (car de nombreux impôts ne le sont pas, taxes sur les carburants, CSG, CRDS...). L'égalité serait aussi de payer l'impôt dès le premier Euro.

Réaction d'un participant : « J'ai l'impression qu'on ne sait plus faire simple. » Exemple de la réglementation des AirBnB, très complexe avec de nombreuses spécificités dans les taux d'imposition : c'est « du chinois », « un maquis ».

Réaction d'une participante : Problèmes pour les Français qui reviennent en France. Exemple vécu d'impossibilité de se loger, suite à un refus de location d'appartement après un retour en France, alors même que des garanties salariales et professionnelles étaient présentées, besoin de faire appel à la mairie pour mettre à disposition un logement alors même que l'on pourrait payer...

...Brève réaction sur l'administration en France : « C'est Kafka ! »

...Autre remarque sur les jeunes en lycée professionnel : « ils n'ont rien, pas d'avenir, c'est inquiétant. »

Suite de l'intervention d'un participant : L'impôt que je propose est une progressivité de toutes les taxes.

Réaction d'une participante : C'est une fierté de contribuer.

Autre participant : Avec la TVA, le commerçant devient lui-même collecteur de l'impôt, c'est très pratique pour Bercy.

Le problème en France est que l'on répugne à faire application des décisions de justice. Il y a un manque de flexibilité. Exemple de location de logement : aux Etats-Unis ou au Canada, il est aisé de louer un logement rapidement, car la flexibilité de louer s'accompagne de la flexibilité de partir. Autre exemple : Aux Etats-Unis, si vous ne payez pas vos impôts, on saisit vos biens et si vous êtes étranger, on vous renvoie dans votre pays. Importance d'appliquer la loi. Qu'est-ce qui est juste ?... que tout le monde contribue, et nous sommes tout le monde.

Autre intervention d'une participante : question de l'ISF (Impôt sur la fortune)

Explication par le député du processus législatif qui a conduit à supprimer l'ISF : l'ISF a été supprimé et en même temps remplacé par l'IFI, impôt sur la fortune immobilière. Rappel du fait que l'ISF avait de nombreux défauts, qu'il était source de complexité, que la majorité parlementaire avait pour souci de simplifier le dispositif, d'encourager l'investissement dans l'activité économique génératrice d'emplois, et qu'un rapport sur la suppression de l'ISF sera remis au bout de 18 mois.

Autre intervention : problèmes des inégalités économiques, lorsque l'écart entre le SMIC et les hauts salaires du CAC 40 était de 1 à 20 il y a une vingtaine d'année et qu'il est de 1 à 300 aujourd'hui,

alors même que ce chiffre est probablement sous-estimé en raison des sommes parfois non déclarées en France.

Le mot « vivre-ensemble » semble vide de sens. Ne faut-il pas parler de « contrat social », contrat qui serait fragilisé par les inégalités ?

Intervention d'une participante croate : Un Etat heureux a besoin de citoyens heureux. Dans les Balkans, nous savons que ce que l'on appelle l'État est en réalité une grande blague (expérience de l'ancienne Yougoslavie). Nous, Européens, regardons trop vers les Etats-Unis. Mais notre identité, c'est notre langue. La France a la francophonie (rayonnement large, jusqu'en Arménie et ailleurs). « Vous, les Français, avec les francophones, vous pouvez élargir votre Etat et votre bonheur. »

Autre intervention : Cela fait des années que l'on parle de « réforme du code général des impôts ». « 20 ans après, l'usine à gaz est toujours là. » Avec la complexité de l'impôt, j'ai les moyens mais je ne paie pas l'ISF !...

...Brève réaction : .... « l'État organise la concurrence déloyale »

... Autre intervention d'un homme : « La crise des Gilets jaunes, pour moi, ce n'est pas spécialement économique, c'est une crise démocratique, un mouvement citoyen ». Exemple de Claude Guéant condamné à 1 an de prison pour 210 000 € non déclarés : il est condamné par le juge à payer 75 000 € d'amende (il reste donc gagnant), à un an de prison avec sursis et un an de prison ferme, mais on va probablement lui aménager sa peine (il ne fera donc probablement pas de prison) : « où est la justice ? »

Intervention du député : Rappel du cadre des finances publiques et du progrès de la LOLF en 2009. La dépense publique a été modernisée, ce qui n'est pas pleinement le cas de l'imposition.

Intervention d'un participant : Idéalement, il faudrait un impôt simple et progressif. Autre problème : la fonction publique et la fonction politique, métiers honorables, ne sont pas clairement séparés : ce lien, inscrit dans la loi, permet des carrières qui ne comportent aucun risque, alors qu'il faudrait démissionner, comme l'a fait Emmanuel Macron. Le renouvellement des têtes (aux élections) doit s'accompagner d'un renouvellement des parcours.

Autre participant : il y a là un vrai problème de séparation des pouvoirs, on est à la fois juge et partie (lorsque le législatif contrôle l'administration).

Réponse du député : la nouvelle majorité a fait beaucoup progresser le renouvellement des profils et des carrières.

« Je suis aussi pour la transparence des salaires de la fonction publique » (pas à titre nominatif, mais transparence générale des barèmes).

Autre participant : avec le problème de mélange des fonctions de fonctionnaires et d'hommes politiques, il y a aussi le problème des cumuls de retraites.

### 3ème tour de table centré sur la discussion autour de projets, propositions et idées d'avenir

Intervention d'un participant : « ma ligne de conduite, ma politique personnelle est plutôt : qu'est-ce que je peux faire, qu'est-ce que je peux dire, pour que mon action puisse être faite par tous et soit utile à tous ? »

Autre intervenant : Remerciement pour cette discussion. « Ce qui me choque en France, c'est qu'il y a des gens qui vivent avec très peu d'argent. » Dans les territoires d'outre-mer, par exemple en Nouvelle Calédonie « ils reçoivent beaucoup de subventions de l'État, et ne peuvent même pas comprendre qu'une France (métropolitaine) on vive avec si peu d'argent. » « Les sommes d'argent données à l'Outre-Mer et à l'étranger sont parfois disproportionnées. »

Autre intervention : sur la réduction de la dépense publique : quelle réforme du statut de la fonction publique ? Par exemple faut-il déléguer des tâches avec des contrats courts plutôt que de recruter des fonctionnaires sous statuts ? Peut-il y avoir y compris une meilleure qualité de service ? (exemple des écoles maternelles)

Besoin de fonctionner par projet : dans l'administration publique d'État, notamment dans l'Éducation nationale, lorsqu'on était chef d'établissement, il n'y avait pas de notion de projet (c'était impossible, l'Inspection générale ou le Rectorat l'empêchait en pratique).

Intervention d'une participante : « Pour moi dans ce débat, nous sommes d'âge et de milieux sociaux différents, même si (globalement) les expatriés sont plutôt des milieux aisés. » « J'ai beaucoup aimé le temps de discussion, mais me demande d'un point de vue concret ce qu'il en sera : toute la société n'est pas représentée ici. »

Intervention d'un participant : « J'aimerais que le président macron cesse d'utiliser des termes anglais à tout propos (débriefing, brainstorming, etc.). »

Autre intervention : Rappel de sécurité et terrorisme. En janvier 2015, la France a été l'un des pays les plus touchés par le terrorisme.

Autre témoignage d'une participante : Éducation « J'ai fait le choix de vivre à l'étranger, je constate que j'aurai une retraite minable. Je ne suis pas Gilet jaune, pas stylo rouge... Mais pas loin. »

Questionnement : est-il normal de se retrouver « smicard après toute une vie de travail » ?

Pour les mêmes fonctions, en France métropolitaine, on est payé trois fois plus, pour le même travail. C'est non seulement une question de salaire, mais aussi de reconnaissance.

Autre témoignage d'une participante : Intérêt de discuter ici. « En France, je ne sais pas si ce débat aurait été aussi efficace. » Avec les gilets jaunes, il y a des enjeux économiques, il y a aussi des besoins d'écoute, d'être entendu, de savoir qu'on est important, pas juste quelqu'un qui paye ses impôts.

Intervention d'un participant : Pour clore cette séance de psychanalyse collective - que toute la France devrait faire – j'ai besoin de savoir ce qui divise la France : il s'agit de donner une direction, savoir où l'on va. Témoignage d'un besoin de valeurs, besoin d'y croire, du mal à y croire.

Autre intervention d'un participant : Aux Pays-Bas, les retraités sont considérés comme des inactifs et touchent tous la même retraite. Égalité. « On résout d'un coup le problème de pauvreté des personnes âgées. »

#### **4. Synthèse des tours de tables et conclusions du député**

Ressenti partagé : La crise est réelle, et liée à un profond sentiment d'injustice, qui vient de loin. Au cours des dernières décennies, la division de la société en deux camps (droite gauche, débat politique) a conduit à un décrochage d'une partie de nos concitoyens (les projets n'avançaient pas). Notre société manque de fraternité, avec des risques d'exclusion. Mais la démocratie n'est pas seulement menacée

par l'autorité, elle est aussi menacée par le pouvoir de la foule (en Grèce antique, la démocratie permettait de se prémunir contre la foule).

Par ailleurs, le député rappelle certains éléments du contexte actuel qui selon lui ne sont pas suffisamment médiatisés en ce moment :

- le doublement des enseignants dans les classes situées dans les quartiers difficiles. On a des phrases d'enseignants de quartiers chauds qui sont belles « je retrouve confiance », etc. sentiment de soutien retrouvé, possibilité d'agir avec les autres enseignants. Cela va dans le sens d'une vraie égalité des chances, une vraie répartition.
- la banque de la démocratie, projet proposé par le Modem : C'est pour nous une idée juste, qui permet de s'engager en politique sans dépendre de banques privées.

En conclusion, le député retient de ce débat :

- Une proposition : L'idée de projet à 10 ans, très efficace notamment sur les questions écologiques, qui permet de se projeter dans l'avenir.

- Une remarque, un rappel : à 67 millions d'habitants, les citoyens ont besoin de symboles communs.

Fin du débat en communiquant des informations pratiques à consulter sur [www.granddebat.fr](http://www.granddebat.fr)